Le Conseil tient un débat interactif sur la situation des droits de l'homme au Burundi

@rib News,Â 13/03/2018Â â€“ SourceÂ HCDH De pays en voie de dÃ©veloppement, le Burundi est redevenu en 2016 un pay dâ€™urgence humanitaire, dÃ©plore la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi GENEVA (13 mars 2018) - Le Conseil des d de l'homme a tenu, cet aprÃ¨s-midi, un dÃ©bat interactif avec les membres de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi, sur la base dâ€™une mise Ã jour orale prÃ©sentÃ©e par les trois membres de cette CommissionÂ : son PrÃ©sident, M. Doudou D et Mmes FranÃ§oise Hampson et Lucy Asuagbor.Â

M. DiÃ¨ne a appelÃ© le Burundi Ã revoir sa position et Ã sâ€™engager dans un dialogue constructif avec la Commission.Â Depuis septembre dernier, a-t-il dÃ©clarÃ©, la situation politique, sÃ©curitaire, Ã©conomique, sociale et des droits de lâ€™hom ne sâ€™est pas amÃ©liorÃ©e au Burundi.Â Les autoritÃ©s burundaises semblent adopter une attitude de non coopÃ©ration av partenaires internationaux du pays, a-t-il dÃ©plorÃ©, rappelant notamment que le pays avait annoncÃ© ne pas avoir lâ€™intent de coopÃ©rer avec la Cour pÃ©nale internationale, alors quâ€™il y est tenu en vertu du Statut de Rome auquel il Ã©tait partie jusquâ€™au 27 octobre 2017.Â Le Burundi a Ã©galement critiquÃ© le rapport du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies pr le mois dernier (fÃ©vrier 2018) au Conseil de sÃ©curitÃ©Â ; il a en outre rejetÃ© le plan de rÃ©ponse humanitaire que le Burea de coordination des affaires humanitaires a prÃ©sentÃ© le 19 fÃ©vrier dernier, considÃ©rant que les chiffres avancÃ©s dans ce document Ã©taient erronÃ©sÂ ; et les autoritÃ©s burundaises ont Ã©galement contestÃ© les statistiques prÃ©sentÃ©es par le Commissariat pour les rÃ©fugiÃ©s dans son plan annuel de rÃ©ponse rÃ©gionale pour les rÃ©fugiÃ©s burundais lancÃ© le 6 f dernier Ã GenÃ¨ve.Â Quant Ã lâ€™accord de siÃ¨ge entre le Gouvernement burundais et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, il reste toujours suspendu, une situation qui perdure depuis octobre 2016.Â En octobre 2017, Â«Â mon prÃ©dÃ©cesseur et mes collÃ¨guesÂ Â» ont par ailleurs fait lâ€™objet de menaces publiques de la part du ReprÃ©sentant permanent du Burundi lors de la prÃ©sentation du rapport de la Commission devant lâ€™AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale Ã New-Yor ajoutÃ© M. DiÃ¨ne. Poursuivant cet exposÃ©, Mme Hampson a expliquÃ© que les libertÃ©s publiques continuent dâ€™Ãªtre fortement restreintes au Burundi.Â Le 24 octobre 2017, a-t-elle rappelÃ©, le Parlement burundais a adoptÃ© un projet de rÃ©vision de la Constitution visant notamment Ã modifier la limitation du nombre de mandats prÃ©sidentiels; le 12 dÃ©cembre dernier, le PrÃ©sident de la RÃ©publique a lancÃ© une campagne en faveur de ce projet qui sera soumis Ã rÃ©fÃ©rendum en 2018 et, dans le discours quâ€™il a tenu Ã cette occasion, le chef de lâ€™Ã‰tat a mis en garde Â«Â tous ceux qui tenteraient torpiller ce projet, par la parole ou lâ€™actionÂ Â». ComplÃ©tant cet exposÃ©, Mme Asuagbor a, quant Ã elle, soulignÃ© que Burundi qui, de pays en voie de dÃ©veloppement est redevenu en 2016 un pays dâ€™urgence humanitaire, a vu le nombre de personnes dans le besoin plus que triplerÂ : lâ€™Ã©quipe humanitaire pays estime aujourdâ€™hui que 3,6 millions de personn requiÃ¨rent une assistance.Â En outre, Ã ce jour, plus de 430 000 Burundais sont rÃ©fugiÃ©s dans les pays voisins du Burundi. En tant que pays concernÃ©, le Burundi a indiquÃ© rejeter ce rapport, qui Â«Â a la mÃªme odeur que celle des prÃ©cÃ©dents rapports qui ne sont que lâ€™Ã©manation dâ€™habituelles allÃ©gations et affirmations gratuites et mensongÃ¨ BurundiÂ Â».Â De nombreux intervenants* ont pris part au dÃ©bat qui a suivi.Â Le manque de coopÃ©ration des autoritÃ©s burundaises avec les mÃ©canismes internationaux a maintes fois Ã©tÃ© dÃ©plorÃ©.Â Â Â Le Conseil poursuivra ses travaux demain matin, Ã compter de 9 heures, en entendant une mise Ã jour orale du Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur les situations en RÃ©publique populaire dÃ©mocratique de CorÃ©e et en Ã‰rythrÃ©e, suivie du dÃ©bat gÃ©nÃ©ral sur le lâ€™ordre du jour consacrÃ© aux Â«Â situations relatives aux droits de l'homme qui requiÃ¨rent lâ€™attention du ConseilÂ Â». Situation des droits de l'homme au Burundi ExposÃ© oral des membres de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi M. DOUDOU DIENE, PrÃ©sident de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi, a indiquÃ© quâ€™afin de sâ€™acquitter de son qui est notamment de Â«Â dialoguer avec les autoritÃ©s burundaises et toutes les autres parties prenantesÂ Â», la Commission avait de nouveau adressÃ© des courriers aux autoritÃ©s burundaises pour quâ€™elles partagent toute information pertinente concernant la situation des droits de lâ€™homme dans le pays.Â Aussi, M. DiÃ¨ne a-t-il appelÃ© le Burundi Ã revoir sa position et Ã sâ€™engager dans un dialogue constructif avec la Commission.Â Ã€ ce jour, la Commission a Ã©tÃ© en mes de conduire plus de 160 entretiens qui viennent sâ€™ajouter aux 500 entretiens menÃ©s lâ€™annÃ©e derniÃ¨re, a prÃ©cisÃ© DiÃ¨ne.Â Depuis septembre dernier, a-t-il poursuivi, la situation politique, sÃ©curitaire, Ã©conomique, sociale et des droits de lâ€™homme ne sâ€™est pas amÃ©liorÃ©e au Burundi.Â Les autoritÃ©s burundaises semblent adopter une attitude de non co avec les partenaires internationaux du pays.Â DÃ¨s lâ€™annonce de lâ€™ouverture dâ€™une enquÃªte par le Bureau du Proc la Cour pÃ©nale internationale en novembre dernier, le Burundi a annoncÃ© ne pas avoir lâ€™intention de coopÃ©rer avec la Cour, alors quâ€™il y est tenu en vertu du Statut de Rome auquel il Ã©tait partie jusquâ€™au 27 octobre 2017, a rappelÃ© le PrÃ©sident de la Commission dâ€™enquÃªte.Â Le Burundi a Ã©galement critiquÃ© le rapport du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Unies prÃ©sentÃ© le mois dernier (fÃ©vrier 2018) au Conseil de sÃ©curitÃ©Â ; il a en outre rejetÃ© le plan de rÃ©ponse huma que le Bureau de coordination des affaires humanitaires a prÃ©sentÃ© le 19 fÃ©vrier dernier, considÃ©rant que les chiffres avancÃ©s dans ce document Ã©taient erronÃ©s, a ajoutÃ© M. DiÃ¨ne.Â Les autoritÃ©s burundaises ont Ã©galement contestÃ statistiques prÃ©sentÃ©es par le Haut-Commissariat pour les rÃ©fugiÃ©s dans son plan annuel de rÃ©ponse rÃ©gionale pour l rÃ©fugiÃ©s burundais lancÃ© le 6 fÃ©vrier dernier Ã GenÃ¨ve.Â Quant Ã lâ€™accord de siÃ¨ge entre le Gouvernement burun Haut-Commissariat aux droits de l'homme, il reste toujours suspendu, une situation qui perdure depuis octobre 2016.Â En octobre 2017, Â«Â mon prÃ©dÃ©cesseur et mes collÃ¨guesÂ Â» ont par ailleurs fait lâ€™objet de menaces publiques de la du ReprÃ©sentant permanent du Burundi lors de la prÃ©sentation du rapport de la Commission devant lâ€™AssemblÃ©e gÃ©n Ã New-York, a indiquÃ© M. DiÃ¨ne. Poursuivant cet exposÃ©, MME FRANCOISE HAMPSON, membre de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi, a expliquÃ© que les libertÃ©s publiques continuent dâ€™Ãªtre fortement restreintes au Burundi.Â partie importante de lâ€™opposition politique reste en exil, tout comme un grand nombre de journalistes indÃ©pendants et de membres dâ€™organisations engagÃ©es dans la collecte dâ€™informations sur les violations des droits de lâ€™homme.Â Ã€ exceptions prÃ¨s, les mÃ©dias suspendus en 2015 le demeurent Ã ce jour, a-t-elle ajoutÃ©.Â Par ailleurs, aucune manifestation autre que celles organisÃ©es par le parti au pouvoir nâ€™a pu se tenir depuis le dÃ©but de la crise politique en avril 2015, a poursuivi MmeÂ Hampson.Â Les membres encore prÃ©sents au Burundi des organisations de la sociÃ©tÃ© civile

continuent de subir des pressions ou dâ€™Ãªtre arrÃªtÃ©s, a-t-elle indiquÃ©.Â En outre, le 24 octobre 2017, le Parlement burundais a adoptÃ© un projet de rÃ©vision de la Constitution visant notamment Ã modifier la limitation du nombre de mandats prÃ©sidentielsÂ ; le 12 dÃ©cembre dernier, le PrÃ©sident de la RÃ©publique a lancÃ© une campagne en faveur de ce projet qui sera soumis Ã rÃ©fÃ©rendum en mai 2018 et, dans le discours quâ€™il a tenu Ã cette occasion, le chef de lâ€™Ã‰ garde Â«Â tous ceux qui tenteraient de torpiller ce projet, par la parole ou lâ€™actionÂ Â».Â Dans ce contexte, a prÃ©cisÃ© Mr Hampson, la Commission a reÃ§u de nombreuses informations et recueilli plusieurs tÃ©moignages faisant Ã©tat de cas dâ€™harcÃ¨lement et de violence commis par des agents de lâ€™Ã‰tat et/ou des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir â€“ les Imbonerakure â€“ Ã lâ€™encontre de personnes susceptibles de voter non ou refusant de sâ€™enrÃ´ler sur les Ã©lectorales en vue du rÃ©fÃ©rendum. Plusieurs cas dâ€™arrestation et mÃªme dâ€™exÃ©cution sommaire ou de disparition membres de partis dâ€™opposition, principalement des Forces nationales de libÃ©ration-Rwasa, refusant de rejoindre le parti au pouvoir ou soupÃ§onnÃ©s de faire campagne contre le projet de rÃ©vision constitutionnelle ont Ã©galement Ã©tÃ© rapportÃ Ces cas sâ€™ajoutent Ã dâ€™autres violations des droits de lâ€™homme, notamment des arrestations et dÃ©tentions arbitrair tortures et mauvais traitements, des disparitions et des violations des droits Ã un recours effectif et Ã un procÃ¨s Ã©quitable, qui viennent confirmer les tendances dÃ©jÃ documentÃ©es lâ€™annÃ©e derniÃ¨re par la Commission, a soulignÃ© MmeÂ Ha ComplÃ©tant cet exposÃ©, MME LUCY ASUAGBOR, membre de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi, a expliquÃ© q la Commission avait Ã©galement reÃ§u des informations en provenance de nombreuses sources faisant Ã©tat dâ€™une multiplication des contributions demandÃ©es, parfois de force, Ã la population par des agents Ã©tatiques et des Imbonerakure.Â Ces contributions â€“ dont la lÃ©galitÃ© est dans bien des cas contestable et qui sâ€™ajoutent Ã des impÃ´ts taxes crÃ©Ã©s ou accrus depuis 2015 â€“ viennent aggraver le fardeau dâ€™une population dont les conditions de vie nâ€™or dâ€™empirer depuis avril 2015.Â Le Burundi qui, de pays en voie de dÃ©veloppement est redevenu en 2016 un pays dâ€™urg humanitaire, a vu le nombre de personnes dans le besoin plus que tripler, a insistÃ© MmeÂ Asuagbor, prÃ©cisant que lâ€™Ã©quipe humanitaire pays estime aujourdâ€™hui que 3,6 millions de personnes requiÃ¨rent une assistance et soulignant quâ€™entre 2014 et 2016, les dÃ©cÃ¨s maternels dans les hÃ´pitaux ont augmentÃ© de 135%. Ã€ ce jour, plus de 430 000 Burundais sont rÃ©fugiÃ©s dans les pays voisins du Burundi, a en outre soulignÃ© MmeÂ Asuagbor.Â La Commission a recueilli plusieurs tÃ©moignages faisant Ã©tat dâ€™un contrÃ´le accru des frontiÃ¨res afin dâ€™empÃªcher les Burundais de q pays, a-t-elle indiquÃ©.Â Le HCR a notÃ© que les conditions pour un rapatriement de grande Ã©chelle respectant les conditions de sÃ©curitÃ© et de dignitÃ© nâ€™Ã©taient pas en place, a-t-elle fait observer.Â La Commission craint pour sa part risques de violation du principe de non-refoulement si des Burundais ayant fui leur pays pour des raisons politiques Ã©taient rapatriÃ©s contre leur grÃ© ou mÃªme refoulÃ©s Ã la frontiÃ¨re avec le Burundi.Â Ã€ ces rÃ©fugiÃ©s, sâ€™ajoutent personnes dÃ©placÃ©es Ã lâ€™intÃ©rieur du pays, a ajoutÃ© Mme Asuagbor, Pays concernÃ© Le Burundi a commencÃ© p remercier lâ€™ancien prÃ©sident de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi, M. Ouguergouz, pour avoir Â«Â courageusementÂ dÃ©missionnÃ©Â Â».Â Le Burundi sâ€™est ensuite dit Â«Â Ã©bahiÂ Â» dâ€™entendre la Commission rapport alors que sa configuration vient de connaÃ®tre des perturbations, avec un prÃ©sident dÃ©missionnaire et une de ses membres, en lâ€™occurrence Mme Reine Alapini Gansou, Ã©lue (juge) Ã la Cour pÃ©nale internationale et sa remplaÃ§ante nommÃ©e le 5 mars dernier seulement.Â Â«Â HonnÃªtement, quand est-ce que les enquÃªtes ayant abouti au prÃ©sent rappo ont-elles Ã©tÃ© menÃ©es et par quelle personne autorisÃ©eÂ Â», a demandÃ© le BurundiÂ ? Selon la dÃ©lÃ©gation burunda rapport Â«Â a la mÃªme odeur que celle des prÃ©cÃ©dents rapports qui ne sont que lâ€™Ã©manation dâ€™habituelles allÃ©g affirmations gratuites et mensongÃ¨res sur le BurundiÂ Â»Â ; par consÃ©quent, la dÃ©lÃ©gation burundaise le rejette.Â La dÃ©lÃ©gation sâ€™interroge aussi sur la lÃ©gitimitÃ© de cette Commission dans le contexte oÃ¹, en octobre 2017 â€“ et suite recommandation, le mois prÃ©cÃ©dent, Ã©manant de cette mÃªme Commission â€“ la Cour pÃ©nale internationale (CPI) a ouv une enquÃªte.Â De fait, le Burundi se demande si la Commission est en position juridique dâ€™une commission rogatoire de la CPI.Â Sinon, Â«Â quelle est la nature et la finalitÃ© de son travailÂ Â», a interrogÃ© la dÃ©lÃ©gation burundaise. Le Burund par ailleurs assurÃ© que son Gouvernement ne mÃ©nageait pour sa part aucun effort pour la reprise des activitÃ©s du bureau du Haut-Commissariat des droits de l'homme au Burundi.Â Les nÃ©gociations sur lâ€™accord de siÃ¨ge vont bon train entre le deux parties, a affirmÃ© la dÃ©lÃ©gation burundaise.Â Malheureusement, le langage agressif et dÃ©nigrant utilisÃ© par le Hau Commissaire pour donner du Burundi une image trÃ¨s diffÃ©rente de la rÃ©alitÃ© nâ€™est pas encourageant, a-t-elle dÃ©clarÃ ajoutant que le pays avait accueilli avec une forte Â«Â indignationÂ Â» ces propos qui Â«Â ne grandissent nullement leur auteur et ne lâ€™aident point Ã attirer la sympathieÂ Â».Â Lâ€™auteur de ces propos veut malheureusement passer pour un philanthrope universel, pleurant ainsi pour le peuple burundais quâ€™il nâ€™aime ni ne connaÃ®t et pour le Burundi dont il nâ€ aucune rÃ©alitÃ©, a insistÃ© la dÃ©lÃ©gation, avant dâ€™appeler le Conseil Ã se garder de toute politisation et de toute sÃ©l jouer au contraire son rÃ´le qui est dâ€™amÃ©liorer la situation des droits de l'homme dans les pays.Â DÃ©bat interactif Lâ€™ europÃ©enneÂ a dÃ©plorÃ© que le Burundi, membre du Conseil des droits de l'homme, continue de refuser de coopÃ©rer avec le mÃ©canisme de la Commission dâ€™enquÃªte.Â Lâ€™Union a par ailleurs condamnÃ© toute menace contre les membres d Commission.Â Il convient dâ€™assurer la reddition de comptes, y compris devant la Cour pÃ©nale internationale (CPI), a en outre soulignÃ© lâ€™Union europÃ©enne, avant de demander Ã la Commission davantage dâ€™informations sur lâ€™enquÃª concernant les violations des droits Ã©conomiques, sociaux et culturels.Â Lâ€™AllemagneÂ a Ã©galement condamnÃ© toutes menaces contre la Commission dâ€™enquÃªte et a priÃ© le Gouvernement du Burundi de coopÃ©rer, dâ€™assumer ses obliga et de protÃ©ger les libertÃ©s fondamentales.Â Elle lâ€™a Ã©galement exhortÃ© Ã sâ€™engager dans un dialogue constructif avec toutes les parties.Â Lâ€™Allemagne a souhaitÃ© savoir comment la Commission Ã©valuait le retour de Tanzanie de plusieurs milliers de rÃ©fugiÃ©s burundais, au vu de la situation des droits de l'homme. LaÂ BelgiqueÂ sâ€™est inquiÃ©tÃ©e d rÃ©pression que subissent les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile et les dÃ©fenseurs des droits de l'homme au Burundi et a priÃ© le Gouvernement burundais de reprendre la collaboration avec les mÃ©canismes internationaux.Â Elle a demandÃ© Ã la Commission comment elle allait procÃ©der pour documenter les violations des droits de l'homme de faÃ§on impartiale et pour protÃ©ger les victimes.Â LeÂ DanemarkÂ sâ€™est dit prÃ©occupÃ© par le manque de coopÃ©ration du Burundi avec les internationaux, notamment avec le Conseil des droits de l'homme et la Commission dâ€™enquÃªte.Â Le Danemark a ensuite

condamnÃ© les violations des droits de l'homme, toujours inacceptables, et a dÃ©plorÃ© que la situation force la population Ã fuir le pays ou Ã se dÃ©placer Ã lâ€™intÃ©rieur du territoire.Â Le Danemark sâ€™est demandÃ© comment le Conseil pouvai mieux la Commission Ã sâ€™acquitter de son mandat.Â Lâ€™EspagneÂ a rÃ©itÃ©rÃ© son soutien au mandat de la Commiss pressÃ© le Gouvernement du Burundi de collaborer.Â Elle lâ€™a Ã©galement invitÃ© Ã coopÃ©rer avec la CPI et Ã revenir s dÃ©cision de sâ€™en retirer.Â Lâ€™Espagne a par ailleurs encouragÃ© le Gouvernement burundais Ã mettre en Å“uvre les recommandations issues de lâ€™Examen pÃ©riodique universel (EPU).Â Lâ€™Espagne a souhaitÃ© entendre lâ€™avis des r la Commission concernant la rÃ©alisation des droits Ã©conomiques, sociaux et culturels au Burundi, au regard du droit Ã un niveau de vie correct.Â LaÂ RÃ©publique tchÃ¨queÂ a Ã©galement regrettÃ© que le Burundi nâ€™ait pas collaborÃ© avec la Commission, dâ€™autant quâ€™il sâ€™agit dâ€™un pays membre du Conseil.Â La situation sâ€™est dÃ©tÃ©riorÃ©e depuis prÃ©cÃ©dent rapport de la Commission, lâ€™an dernier, alors que le Gouvernement burundais a dÃ©cidÃ© dâ€™organiser un rÃ©fÃ©rendum sur la rÃ©vision de la Constitution.Â De lâ€™avis de la dÃ©lÃ©gation tchÃ¨que, lâ€™organisation dâ€™un vot impossible dans le contexte actuel au Burundi. LaÂ FÃ©dÃ©ration de RussieÂ a notÃ© une tendance Ã la stabilisation au Burundi, malgrÃ© les tentatives des opposants et les attaques contre les infrastructures civiles.Â Elle a dÃ©plorÃ© lâ€™ingÃ©r de parties extÃ©rieures pour rÃ©gler des problÃ¨mes complexes et a jugÃ© symptomatique que des pays occidentaux ne cachent pas leurs sympathies pour lâ€™opposition.Â Elle a estimÃ© que la question dâ€™un rÃ©fÃ©rendum pour amender la Constitution appartient aux Burundais. Lâ€™AustralieÂ reste pour sa part trÃ¨s prÃ©occupÃ©e par les rapports faisant Ã©tat de nombreuses violations graves des droits de lâ€™homme qui constitueraient des crimes contre lâ€™humanitÃ© et qui auraient Ã commises par les agents de lâ€™Ã‰tat burundais.Â Lâ€™Australie a souhaitÃ© que le Burundi sâ€™engage Ã coopÃ©rer av mÃ©canismes des Nations Unies et protÃ¨ge ceux qui coopÃ¨rent avec ces mÃªmes mÃ©canismes.Â LaÂ GrÃ¨ceÂ regrette, quant Ã elle, le manque de coopÃ©ration du Burundi avec les mÃ©canismes des Nations Unies, alors que ce pays est membre du Conseil.Â La GrÃ¨ce est en outre prÃ©occupÃ©e par les menaces des autoritÃ©s burundaises Ã lâ€™encontre de membres de la Commission.Â Il faut que toutes les parties concernÃ©es participent Ã un dialogue inclusif pour la rÃ©conciliation nationale, a ajoutÃ© la dÃ©lÃ©gation grecque.Â LaÂ FranceÂ sâ€™est elle aussi dite profondÃ©ment prÃ©occ persistance des violations des droits de lâ€™homme au Burundi.Â Le pays suit avec attention le processus liÃ© au referendum prÃ©sidentiel.Â Selon la Commission, certaines des violations des droits de lâ€™homme au Burundi constituent des crimes contre lâ€™humanitÃ©, a relevÃ© la FranceÂ ; il faut que les auteurs de ces violations rÃ©pondent de leurs actes.Â LaÂ Chine affirmÃ© que le Gouvernement du Burundi avait dÃ©ployÃ© des efforts afin de stabiliser la dÃ©mocratie.Â La communautÃ© internationale devrait respecter lâ€™intÃ©gritÃ© territoriale et la souverainetÃ© du Burundi, a ajoutÃ© la dÃ©lÃ©gation chinoise Conseil devrait sâ€™abstenir de toute mesure qui pourrait avoir un impact nÃ©gatif sur la situation au Burundi, a-t-elle Ã©galement dÃ©clarÃ©.Â LaÂ SyrieÂ a pour sa part rappelÃ© les principes qui appellent au rejet de lâ€™utilisation des droits lâ€™homme pour sâ€™immiscer dans les affaires internes des pays, affirmant que poursuivre sur une telle voie ne peut que nu Ã lâ€™efficacitÃ© du Conseil.Â La Syrie a par ailleurs saluÃ© les efforts de dÃ©mocratisation de la part des autoritÃ©s burund LeÂ VenezuelaÂ reconnaÃ®t la volontÃ© politique du Gouvernement burundais dâ€™amÃ©liorer la situation dans le pays.Â Le mandat de la Commission dâ€™enquÃªte met Ã mal le principe de non-ingÃ©rence dans les affaires internes de lâ€™Ã‰tat et cause le principe de lâ€™autodÃ©termination des peuples.Â Ce nâ€™est quâ€™avec un dialogue entre tous les Ã‰tats que la des droits de lâ€™homme pourra sâ€™amÃ©liorer, a insistÃ© la dÃ©lÃ©gation vÃ©nÃ©zuÃ©lienne.Â Lâ€™IranÂ a rappelÃ© contre toute politisation du Conseil.Â Il faut prendre en compte les spÃ©cificitÃ©s du pays, a ajoutÃ© la dÃ©lÃ©gation iranienne Tous les Ã‰tats ont la responsabilitÃ© de prendre les mesures nÃ©cessaires pour que les droits de lâ€™homme ne soient pas instrumentalisÃ©s aux fins de sâ€™ingÃ©rer dans les affaires internes des Ã‰tats, a-t-elle insistÃ©. LesÂ Pays-BasÂ ont expr prÃ©occupations quant au climat de rÃ©pression qui sâ€™abat sur les journalistes et la sociÃ©tÃ© civile burundais dans le con des prochaines consultations Ã©lectorales.Â Lâ€™IrlandeÂ a soulignÃ© Ã ce propos que le climat politique actuel Ã©tait peu p Ã la tenue dâ€™Ã©lections et laÂ NorvÃ¨geÂ sâ€™est dite prÃ©occupÃ©e par le processus dâ€™amendement constitutionne avoir des consÃ©quences nÃ©fastes sur lâ€™organisation des Ã©lections de 2020. LeÂ Royaume-UniÂ a exhortÃ© le Gouver Ã coopÃ©rer avec les mÃ©canismes des droits de l'homme, Ã ouvrir un dialogue dans le contexte du projet de rÃ©vision de la Constitution et Ã appliquer les dispositions de lâ€™Accord dâ€™Arusha.Â LaÂ LituanieÂ sâ€™est inquiÃ©tÃ©e des tentatives dispositions de cet accord, notamment sâ€™agissant des quotas ethniques au sein du Parlement.Â Â LaÂ SuisseÂ sâ€™inqu la situation humanitaire au Burundi et des rapports parvenus au Haut-Commissariat aux droits de lâ€™homme faisant Ã©tat de graves violations des droits de lâ€™homme.Â La Suisse suit Ã©galement avec attention la situation de plusieurs dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme dont les procÃ¨s sont pendants devant les tribunaux.Â La Suisse encourage le Burundi Ã coopÃ©rer avec la Cour pÃ©nale international et regrette la dÃ©cision du Gouvernement de sâ€™Ãªtre retirÃ©e de cette derniÃ¨re.Â LesÂ UnisÂ ont dÃ©plorÃ© que le Gouvernement burundais continue de commettre de graves violations des droits de lâ€™homme qu pourraient sâ€™apparenter Ã des crimes contre lâ€™humanitÃ©.Â Le Gouvernement nâ€™honore pas lâ€™obligation de pro population, ont observÃ© les Ã‰tats-Unis, estimant Ã©tonnant que le Burundi soit membre du Conseil compte tenu de sa situation des droits de lâ€™homme.Â Lâ€™AlgÃ©rieÂ a encouragÃ© le Burundi Ã dÃ©ployer davantage dâ€™efforts afin de protÃ©ger les droits de lâ€™homme, de mÃªme quâ€™Ã prendre des mesures pour mettre en Å“uvre ses engagements de lutt contre lâ€™impunitÃ©.Â Le Burundi doit aussi Å“uvrer pour la consolidation dâ€™un systÃ¨me politique fondÃ© sur les valeurs justice, de la dÃ©mocratie, du pluralisme et du respect des droits et libertÃ©s individuels et collectifs, a ajoutÃ© lâ€™AlgÃ©rie.Â Pour sa part, leÂ MyanmarÂ a fÃ©licitÃ© le Burundi pour lâ€™adoption de mÃ©canismes en faveur des droits de lâ€™homme.Â meilleurs rÃ©sultats pourraient rÃ©sulter dâ€™une coopÃ©ration renforcÃ©e entre les pays au sein du Conseil, a ajoutÃ© le Myanmar, qui a estimÃ© que les mandats qui visent un seul pays ne permettent pas un dialogue vÃ©ritable.Â Lâ€™Examen pÃ©riodique universel est le meilleur mÃ©canisme pour aborder la situation des droits de lâ€™homme dans tous les pays, a dit le Myanmar.Â PlusieursÂ organisations non gouvernementalesÂ ont pris part au dÃ©bat.Â Le Service international pour les droits de l'homme a dÃ©noncÃ© les menaces pesant sur les dÃ©fenseurs des droits de l'homme et les journalistes au Burundi, et lâ€™arrestation de bon nombre dâ€™entre eux.Â Lâ€™ONG a appelÃ© les autoritÃ©s burundaises Ã abroger tout limitant les droits des dÃ©fenseurs des droits de l'homme.Â CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation des citoyens

a lancÃ© un appel au Burundi pour quâ€™il libÃ¨re tous les opposants politiques et cesse ses attaques contre les dÃ©fenseurs des droits de l'homme. La FÃ©dÃ©ration internationale des ligues de droits de l'homme a relevÃ© que les partisans du rÃ©gime recouraient Ã la menace et Ã lâ€™intimidation pour forcer Ã voter Â«Â ouiÂ Â» au rÃ©fÃ©rendum de mai 2018.Â Il que ce scrutin ne sâ€™accompagne de nouveaux heurts, a mis en garde la FIDH.Â InquiÃ¨te des nouvelles violations des droits de l'homme au Burundi, lâ€™ONG a citÃ© plusieurs personnes dÃ©tenues arbitrairement pour avoir cherchÃ© Ã exercer pacifiquement leurs droits fondamentaux.Â Â Amnesty InternationalÂ a estimÃ© que lâ€™organisation du rÃ©fÃ©rendum devra intervenir dans un contexte oÃ¹ un dÃ©bat vÃ©ritable puisse avoir lieu sans crainte de reprÃ©sailles.Â Or, toutes les formes dâ€™opposition au Burundi sont actuellement bÃ¢illonnÃ©es.Â Lâ€™ONG a exhortÃ© le Gouvernement Ã autoriser lâ€™accÃ entrave Ã tous les observateurs des droits de l'homme rÃ©gionaux et internationaux, y compris la Commission dâ€™enquÃªte. La FÃ©dÃ©ration internationale de l'ACAT Action des chrÃ©tiens pour l'abolition de la torture â€“ FIACAT (au nom Ã©galement Track Impunity Always - TRIAL / Association suisse contre l'impunite etÂ World Organisation Against Torture) a documentÃ© des assassinats, des disparitions forcÃ©es, des arrestations arbitraires et des atteintes Ã lâ€™intÃ©gritÃ© physiq commis par et sous le contrÃ´le du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et les miliciensÂ ImbonerakureÂ en complicitÃ© avec certains Ã©lÃ©ments des forces de lâ€™ordre.Â Lâ€™ONG a dÃ©noncÃ© la campagne de terreur pour voter Â«Â ouiÂ Â» au mai 2018 sur la rÃ©vision constitutionnelle.Â La situation des dÃ©fenseurs des droits de l'homme au Burundi reste trÃ¨s prÃ©occupante et lâ€™ONG a saluÃ© la dÃ©cision de rÃ©trograder au statut B des Principes de Paris la Commission nationale droits de l'homme du Burundi, qui sâ€™est montrÃ©e incapable de traiter de ces violations.Â Lâ€™ONG a appelÃ© le Burundi mettre un terme Ã ces violations et Ã lâ€™impunitÃ© et Ã coopÃ©rer avec la Cour pÃ©nale internationale. East and Horn of A Human Rights Defenders ProjectÂ a dit que cela allait faire bientÃ´t trois ans que le Burundi est plongÃ© dans un climat de peur et de violence.Â Presque tous les dÃ©fenseurs des droits de l'homme et journalistes indÃ©pendants ont Ã©tÃ© contraints partir en exil ou Ã vivre dans la peur.Â AprÃ¨s avoir condamnÃ© les violations flagrantes des droits de l'homme commises par le Gouvernement du Burundi et son refus persistant de coopÃ©rer avec les mÃ©canismes des droits de lâ€™homme des Nations Unies, lâ€™ONG a appelÃ© le Conseil Ã agir, Ã prÃ©server sa crÃ©dibilitÃ© et Ã Â exhorter le Burundi Ã respecter s obligations en tant quâ€™Ã‰tat membre. Human Rights Watcha dit recevoir des informations faisant Ã©tat dâ€™exÃ©cutions dâ€™arrestations arbitrairesÂ au Burundi, et laissant aussi craindre que des crimes contre lâ€™humanitÃ© auraient Ã©tÃ© com dans ce pays.Â Quant Ã lâ€™organisation du rÃ©fÃ©rendum, lâ€™ONG a rappelÃ© que de nombreux opposants avaient Ã©t tabac, dâ€™autres obligÃ©s de sâ€™inscrire sur les listes Ã©lectorales.Â Lâ€™ONG a estimÃ© quâ€™il Ã©tait temps pour le Burundi de ses rangs. RÃ©ponses et conclusions des membres de la Commission dâ€™enquÃªte M. DIÃˆNE a soulignÃ© que dans le monde globalisÃ© qui est le nÃ´tre, aucun pays ne pouvait affirmer que la question des droits de l'homme relÃ¨ve de son seul ressort.Â Tous les pays, dont le Burundi, font partie du systÃ¨me international des Nations Unies et des instruments relatifs aux droits de l'homme. Les rapports Ã©laborÃ©s par la Commission sont fondÃ©s sur des informations recueillies auprÃ¨s de sources dignes de foi, a ajoutÃ© M. DiÃ¨ne.Â Mais pour que les rapports soient complets, il faut aussi que le groupe dâ€™experts puisse accÃ©der aux sources gouvernementales, a dit M. DiÃ¨ne, insistant sur la nÃ©cessitÃ© de s rendre sur le terrain au Burundi.Â M. DiÃ¨ne sâ€™est fÃ©licitÃ© que le Burundi ait participÃ© Ã lâ€™Examen pÃ©riodique un acceptÃ© que des experts internationaux puissent se rendre sur place.Â Mais il faudra que le Gouvernement leur donne accÃ¨s Ã toute chose nÃ©cessaire Ã leur travail, a-t-il plaidÃ©, expliquant aussi que le travail de ces experts ne pourrait se substituer Ã celui de la Commission dâ€™enquÃªte.Â En tant quâ€™ancien membre de plusieurs commissions dâ€™enquÃªte internationales, dont celle sur Gaza, M. DiÃ¨ne a dit que chacun des membres de cette commission a compÃ©tence et lÃ©gitimitÃ© Ã en Ãªtre membre.Â De fait, leur expertise, indÃ©pendance, objectivitÃ© et impartialitÃ© ne peuvent Ãªtre mises cause, a-t-il estimÃ©.Â M. DiÃ¨ne a dit se rÃ©jouir des appels lancÃ©s par les dÃ©lÃ©gations au Burundi afin quâ€™il coopÃ¨ la Commission dâ€™enquÃªte.Â Du point de vue de M. DiÃ¨ne, le Gouvernement burundais ne peut pas, dâ€™un cÃ´tÃ©, critiq conclusions des rapports et, de lâ€™autre, refuser lâ€™accÃ¨s Ã son territoire pour permettre Ã la Commission de collecter les informations objectives dont il a besoin pour faire son travail.Â Le PrÃ©sident a ensuite indiquÃ© que le prochain rapport de la Commission traiterait des droits Ã©conomiques et sociaux qui, selon lui, sont affectÃ©s par la situation actuelle au Burundi.Â Aujourd'hui, prÃ¨s de 30% de la population vit dans le besoin, a affirmÃ© le PrÃ©sident.Â MME ASUAGBOR a Ã©galement affirmÃ© que seul un accÃ¨s au pays et Ã toute la documentation voulue permettrait de donner une image complÃ¨te de la situation au Burundi.Â Le rejet systÃ©matique du mandat de la Commission risque de mener Ã lâ€™impasse, mis en garde lâ€™experte.Â Elle a prÃ©cisÃ© que la Commission ne peut en aucun cas Ãªtre accusÃ©e de porter atteinte Ã la souverainetÃ© du Burundi, Ã©tant donnÃ© que ce pays a, de faÃ§on volontaire, adhÃ©rÃ© aux mÃ©canismes internationaux e ainsi, de fait, renoncÃ© Ã une partie de sa souverainetÃ©.Â MME HAMPSON a elle aussi insistÃ© sur lâ€™indÃ©pendance d Commission et de ses membres.Â Sâ€™agissant de ce qui peut Ãªtre fait pour aider la Commission, Mme Hampson a suggÃ©r que les dÃ©lÃ©gations obtiennent du Burundi quâ€™il coopÃ¨re avec elle, y compris en demandant Ã lâ€™Union africaine de f pression Ã cet effet.Â Mme Hampson a prÃ©cisÃ© enfin que le rapport de la Commission Ã©tait le reflet des informations reÃ§uesÂ : or, aucune dâ€™entre elles ne tÃ©moigne dâ€™une quelconque amÃ©lioration de la situation des droits de lâ€™ho Burundi. _____ *Â DÃ©lÃ©gations de pays ayant participÃ© au dÃ©bat gÃ©nÃ©ral: Union europÃ©enne; FÃ©dÃ©rat Allemagne; Belgique; Danemark; Espagne; RÃ©publique tchÃ¨que Australie; Syrie; France; Chine; GrÃ¨ce; Venezuela; Iran; Pays-Bas; Royaume-Uni; Irlande; Lituanie; NorvÃ¨ge; AlgÃ©rie; Suisse; Myanmar; Ã‰tats-Unis; Service international pour les droits de l'homme; FÃ©dÃ©ration internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH); FÃ©dÃ©ration internationale de l'ACAT Action des chrÃ©tiens pour l'abolition de la torture â€“ FIACAT (au nom Ã©galement de Track Impunity Always - TRIAL / Association suisse contre l'impunite etÂ World Organisation Against Torture);Â Amnesty International;Â East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project; CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation des citoyens etÂ Human Rights Watch.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});